



Association sans but lucratif - Affiliée à FIFA, UEFA et COSL - Fondée en 1908

Siège social et Secrétariat: Rue de Limpach - L-3932 Mondercange

Adresse postale: B.P. 5 - L-3901 Mondercange

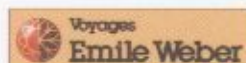
Téléphone: 48 86 65-1 • Fax: 48 86 65-82

E-mail: flf@football.lu • Site Internet: www.football.lu

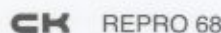
Compte bancaire: Fortis Banque Luxembourg LU31 0030 0450 6288 0000 / BIC: BGLULL



Les sponsors
officiels de la FLF



en collaboration avec



Mercedes-Benz



Luxembourg, le 24 janvier 2008

PRO FOOTBALL

p.a. 15, Rue de la Paix
L-3541 Dudelange

Monsieur le Président,
Messieurs,

Le Conseil d'Administration de la FLF accuse bonne réception de votre lettre ouverte du 16 courant adressée à notre Président et intitulée « Quo vadis Fortis Ligue ? »

Dans une première phase vous vous interrogez sur l'avis de la FLF et de son Président sur votre proposition de création d'une Ligue Nationale de Football.

Auriez-vous déjà oublié que le Conseil d'Administration de la FLF vous a reçus et vous a fait parvenir sa prise de position, qui rejoint celle des premiers concernés (les clubs de la FORTIS LIGUE), à savoir un refus de changer l'organisation actuelle de notre championnat.

Pour mémoire, la réorganisation du championnat des divisions supérieures a été proposée il y a trois ans par le Conseil d'Administration et a été soumise, après une consultation large et riche en échanges constructifs, au vote de tous les clubs de la FLF et adoptée au congrès d'Obercorn (organisateur FC Differdange 03) le 18 juin 2005 par 603 voix pour, 12 contre et une abstention !

Si la FLF a proposé cette solution, c'est qu'elle a jugé dans l'intérêt tant des clubs concernés que dans l'intérêt de l'équipe nationale.

N'auriez-vous remarqué que depuis cette réorganisation, les résultats internationaux tant au niveau des clubs qu'au niveau de l'équipe nationale ne se sont pas empirés, que du contraire ?!

Ce serait cependant faire injustice à l'excellent travail fourni tant au niveau des clubs, qu'au niveau de l'équipe nationale, qu'au niveau du centre de formation, que d'attribuer ce seul mérite à la réorganisation du championnat. En d'autres termes, ces succès ne sont pas le mérite seul de cette réorganisation, mais ils en font partie intégrante !

Ceci n'empêche toutefois pas que la FLF soit ouverte à toute proposition tout en soulignant que nos premiers interlocuteurs privilégiés sont et resteront nos membres, c.à.d. les clubs.

Par ailleurs, vous proposez le statut de semi-professionnel pour les clubs de la FORTIS LIGUE et les joueurs sous contrats en rappelant que la licence UEFA « s'applique aux clubs professionnels des premières LIGUES européennes ».

Cette affirmation est tout d'abord inexacte parce que la licence UEFA s'applique à tout club – qu'il soit professionnel ou non – participant aux compétitions organisées sous l'égide de l'UEFA.

Ensuite, il est utile de rappeler qu'un des objectifs principaux de l'UEFA est de rendre plus transparente la gestion des clubs et de créer les bases d'une assise financière, afin d'éviter qu'une gestion hasardeuse ne vienne mettre en danger l'existence même des clubs participant aux compétitions.

Cette mise au point importante étant faite, la gestion par la FLF de la procédure de licenciement UEFA a permis aux clubs soumis à ce procédé de faire des avancées notables au niveau de leur gestion entraînant e.a. une professionnalisation au niveau de l'encadrement administratif.

Pour ce qui est du statut du semi-professionnel que vous préconisez, sachez qu'il n'existe, ni au niveau de l'UEFA, ni au niveau de la FIFA.

De plus votre idée n'est basée sur aucun paramètre concret.

Ainsi ignorons-nous si le club « semi-professionnel » devait être une société commerciale ou pourrait continuer de bénéficier du statut de a.s.b.l.

Les joueurs exerceront-ils leur métier en tant qu'indépendant ou en tant que travailleur et dans l'une ou l'autre des hypothèses, quel serait l'impact fiscal direct et indirect (impôts, cotisations sociales,...) pour les clubs et les joueurs?

Quid du sort réservé aux clubs qui descendent dans les divisions inférieures, respectivement de ceux qui montent ?

De quel délai disposeraient ces derniers pour converger du statut de semi-professionnel vers le statut d'amateur ?

La question inverse se pose pour ceux qui montent.

En d'autres termes, le système proposé – à part son inexistence au niveau international – soulève plus de questions qu'il n'en résout.

Finalement, vous proposez encore un championnat réservé aux jeunes des clubs semi-professionnels. Nous avons noté avec un certain agacement la terminologie que vous utilisez lorsque vous proposez que les jeunes issus des clubs semi-professionnels ne devraient « pas être mélangés avec des équipes des clubs amateurs... » !

Outre le fait qu'on dirait entendre les « grandes » nations qui veulent voir les « petites » nations jouer entre elles par manque d'intérêt footballistique, votre raisonnement est constitutif ni plus, ni moins d'une ségrégation basée sur le seul critère de l'argent ce que la FLF ne saurait tolérer ni d'un point de vue éthique et encore moins de la part de son rôle social qui est la promotion du football et non la promotion d'une minorité au détriment de la grande majorité.

Justement pour ce qui est de l'argent : entretenir de telles équipes et de telles infrastructures coûte énormément d'argent. Quand on connaît les difficultés actuelles qu'ont tous nos clubs pour joindre les deux bouts tant au niveau financier que logistique

(humaine et matérielle), où seraient les sponsors potentiels prêts à investir dans un tel projet ?

Cette même remarque s'impose pour les centres de formation de jeunes dans ces clubs semi-professionnels que vous entendez faire créer.

Les efforts de la FLF seront basés sur le développement de son centre de formation national dont la nécessité vitale n'est plus à prouver.

Au niveau des infrastructures sportives et comme pour le CFN, l'effort de la FLF sera concentré sur l'implantation dans un avenir très proche d'un stade d'intérêt national qui va servir la cause du football luxembourgeois en général.

En résumé : pour ce qui concerne le Conseil d'Administration, sa position est claire.

Celle des clubs de la FORTIS Ligue ne l'est pas moins et leur fin de non-recevoir apposée à votre proposition ne souffre d'aucune équivoque.

Au vu de ce qui précède, nous estimons que nous avons satisfait aux exigences d'un débat démocratique orienté vers la progression du football luxembourgeois.

Dès lors et pour répondre à votre question QUO VADIS FORTIS Ligue, la réponse est :
DANS LA BONNE DIRECTION !

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Messieurs, en l'expression de notre parfaite considération.

Le Conseil d'Administration de la FLF

Paul PHILIPP
Président

Marcel BAMBERG

Yves BOURGNON

Christian HESS

Claude KREMER

René KREMER

Dr. Henri MAUSEN

Charles SCHAACK

Jean SCHILTZ

Nico SCHOCKMEL

Jean-Jacques SCHONCKERT

Copie pour information: - clubs de la FLF